Nouveau billet du blog Q2C "L'école des réac-publicains", une analyse du programme municipal du FN en matière d'éducation :

*Pour qui sont ces serpents qui sifflent sur vos têtes ?**

« La commune administre les écoles primaires sur son ressort. Elle prend en charge le budget général, la sectorisation, l'entretien des locaux, la gestion des personnels non enseignants et l'organisation de la restauration. Si elle ne détermine pas les contenus ni les méthodes d'enseignement, elle joue donc un rôle important. » C'est ainsi que s'ouvre le document « bleu-blanc-rouge » de quatre pages rédigé par le collectif « Racine – Les enseignants patriotes » à l'attention des maires frontistes. Cette officine FN, en charge du programme éducatif de Marine Le Pen, y invite les nouveaux maires à « investir politiquement les trois compétences suivantes » : « La sélection des intervenants péri-scolaires », « Le choix des sorties scolaires financées par la commune » et « La contrôle de la restauration scolaire ».

C'est donc bien dans une démarche « politique », traduire « idéologique » que s'inscrit ce vade-mecum réactionnaire qui propose d'user de l'arsenal des pouvoirs dont disposent les maires en matière d'éducation pour distiller son programme pompeusement intitulé « Pour une école de la maîtrise des savoirs. Pour une école Laïque et républicaine. »

Restauration à l'ancienne… C'est par la fin (et la faim) que les nouveaux élus, au commandement de leur Chef, ont commencé à mettre en place ces dispositions. Mesure médiatique, destinée à servir la soupe à la frange la plus raciste de son électorat, la redéfinition des menus scolaires n'a d'autre objectif que de dresser les populations les unes contre les autres – à l'opposé du projet laïque ici détourné et dévoyé – et d'alimenter les fantasmes sur les populations immigrées.

La sélection des intervenants péri-scolaires S'appuyant sur la réforme des rythmes scolaires qui implique l'embauche de nouveaux personnels intervenants auprès des élèves, l'idée ici est de s'assurer de la subordination des nouveaux intervenants, de leur conformité au projet « politique » communal et de « sélectionner » – c'est-à-dire trier, comme le précise bien l'intitulé du projet, ceux et celles qui ne s'inscriront pas d'emblée pas dans les finalités réactionnaires de la main-mise sur le péri-scolaire : l'enseignement de « l'héritage français » et la lutte contre « la diversité culturelle ». Les exemples cités sont assez significatifs à la fois de l'image qu'ils entendent présenter d'un « naufrage » de l'éducation et de la société. Ainsi plus de « djembé » (activité qui semblerait résumer à elle seule les actions précédemment mises en place… et qui seront probablement remplacées par l'initiation à l'accordéon). Surtout, est-il précisé, il s'agit de mettre un terme à « l'éducation à la tolérance sexuelle » (est-ce à dire qu'il s'agit de prôner le retour à l'intolérance sexuelle?) et d'enfourcher le cheval de bataille de « la théorie du genre ». Faire école… C'est d'abord dans ces marges, par une stratégie d'encerclement de l'école et d'encadrement de la jeunesse autour des obsessions de l'extrême-droite (la diversité culturelle, l'égalité homme-femmes, etc.) en mettant « le péri-scolaire au service des savoirs », que le collectif entend ancrer l'action des maires. Quant à la troisième mesure, elle s'immisce un peu plus dans l'action pédagogique des enseignants, puisqu'il s'agit de contrôler et d'orienter le choix des sorties scolaires financées par la mairie. Le maire a donc, selon les rédacteurs du document « toute légitimité pour faire valoir ses orientations », à savoir, d'après les exemples proposés « une relation vivante avec la culture classique », « le riche patrimoine de leur ville ». Historiquement ou géographiquement, il s'agit d'attacher l'enfant à un cadre étroit, uniforme et balisé. Placé sous le signe du fameux « redressement de l'École de la République » et de la « défense de l'intérêt supérieur de la Nation », ce programme municipal, prélude à la main mise sur l'école, appelle à la plus grande vigilance…

* Cette petite référence en clin d'oeil au billet que Jean-Michel Zakhartchouk a consacré sur son blog au collectif Racine. Sur ce même blog, dans un billet intitulé "Les élections municipales et

l'école" où l'on découvrira tout ce qui peut distinguer un projet pédagogique municipal de ce que nous venons de présenter… En voici quelques extraits choisis :

Peut-on espérer que peu à peu on passera des cris d'alarme et des descriptions apocalyptiques d'une école devenue centre de loisirs à de vrais débats, ouverts, sur le temps de l'enfant ? Par exemple, quel rôle peuvent jouer les activités péri-scolaires par rapport à l'acquisition de compétences ? Il peut y avoir de vrais clivages, qui ne sont pas gauche/droite sur le rôle éducatif de celles-ci (et non occupationnel ou simplement ludique), sur les frontières de l'école (destinées à faire barrage ou vouées à être franchies ?) Un débat d'avenir sur la place spécifique de l'école dans une vision large de l'éducation, alors même que certains voudraient revenir à un sanctuaire mythique, qui n'a jamais vraiment existé en fait, où on se contenterait d'instruire. Une école qui résiste au monde et non une école qui fait aussi aimer le monde, pour reprendre la dichotomie de Denis Meuret, dont je recommande le livre sur la comparaison France-Québec. Débat qui peut être passionnant s'il n'est pas passionnel…Mais il ne faut plus parler des rythmes scolaires, mais bien du temps de l'enfant, et du temps d'apprendre.

Sur la culture. Dans ma ville, où le nombre de diplômés est restreint et où aller à un spectacle un tant soit peu exigeant n'est pas une habitude très partagée, nous avons (je dis « nous » car je me suis engagé dans le mandat précédent à un niveau de responsabilités fortes dans la politique culturelle) développé une politique culturelle ambitieuse, d'éveil à de grandes œuvres chez les élèves : des spectacles de grande qualité, comme une adaptation de Niels Holgersen, récemment, pour un millier d'enfants (en trois séances), peu familiers des scènes théâtrales, et cent autres exemples. Là aussi, c'est un choix, surtout budgétaire. Mais cela ne fait-il pas partie des missions d'une ville « éducatrice », qui par ailleurs favorise aussi le sport de masse, des animations en tous genres notamment à la Médiathèque, des spectacles de rue, etc. …

Mais déjà aujourd'hui, quelle doit être l'implication d'une ville au-delà de l'école primaire ? Les liaisons intercycles, qui préfigurent l'école du socle, concernent la politique municipale (aide aux projets, propositions d'interventions…) Nous envisageons pour ma ville le développement d'une maison des sciences pour aller dans le sens de l'opération de la Main à la pâte où certaines de nos écoles ont été fortement impliquées (l'une d'elles a pris d'ailleurs récemment le nom de Georges Charpak). Il y a aussi la question du soutien scolaire, de l'aide aux devoirs. Dans la ville proche de Creil, je m'occupe depuis 25 ans d'une association d'aide aux devoirs pour collègiens qui bénéficie d'une subvention appréciable de la ville, ce qui est aussi est lié à des choix budgétaires (pas de réduction de la subvention malgré la crise)

Je pense qu'il faudrait, dans les ESPE notamment, faire réfléchir sur les liens entre école et commune, surtout, mais pas seulement pour ce qui concerne l'école primaire. Dans nombre de pays qui réussissent au niveau enseignement, il existe un lien fort avec les collectivités. Mais il est intéressant aussi de travailler sur les dérives possibles, sur le plan budgétaire, sur le plan de l'interventionnisme possible des élus (qui doivent aussi être formés sur les enjeux éducatifs, par exemple autour de la question du numérique). Là encore, un chantier stimulant, loin des polémiques électorales.